



# Campagnes : résister au grignotage

**Le maintien de terres agricoles aux portes des villes se trouve à la croisée de multiples enjeux. Pourquoi et comment conserver aujourd'hui des ceintures maraîchères ?**

**O**n peut se rendre dans ces fermes en métro et bus urbains. Parfois, un tracteur circule sur les voies rapides de banlieues. Les TER ne cessent de gronder au bout de la rangée de choux de trois jeunes maraîchers, en conversion bio, des Monts d'Or, dans la périphérie chic lyonnaise. Ils ont fait leur première récolte au printemps dernier, travaillent déjà avec quatre Amap, vendent à la ferme, fournissent un boulanger, font les marchés. Il leur a fallu deux ans pour trouver des terres, qu'ils voulaient proches de la ville. Question de débouchés, mais aussi de mode de vie pour ces jeunes ingénieurs : « Des amis lyonnais viennent nous aider bénévolement. Nous sommes aussi des urbains. Nous aimons parfois sortir au théâtre ou prendre un verre », observe Marion Fricet, membre du trio du Gaec La boule d'Or, chimiste dans une courte vie antérieure. Le syndicat intercommunal a fourni le bâtiment, un terrain, le forage, un logement. Un agriculteur voisin, une autre parcelle. « Sinon, nous n'aurions pas pu concrétiser notre projet. Nous avons eu beaucoup de chance. Jamais je n'aurais imaginé que nous aurions affaire à des élus pour nous installer ». Yvon Leprince, directeur du Syndicat mixte des Monts d'Or, qui a porté le projet, soupire : « C'est un parcours du combattant pour constituer un seul outil de production. La ville est un rouleau compresseur qui avance tout seul. Le rôle de la collectivité est d'être capable de le maîtriser, de dire non. »

## Un métier en mutation

Aujourd'hui, 35 % des exploitations agricoles sont en zone périurbaine, 9 % en zone urbaine (chiffres Agreste). L'agriculture périurbaine se trouve aux croisements d'enjeux aussi essentiels que la sauvegarde des paysages, la fourniture de lieux

Chaque jour en France, 35 hectares de terres agricoles sont urbanisées. Ici une exploitation maraîchère au Guisay, dominant la ville de Saint-Etienne.



LUDOVIC BREA

Une exploitation maraîchère à quelques kilomètres du quartier de la Défense, symbole de l'hyper-urbanisation.

de détente et de promenade pour les enfants des villes, la sécurité alimentaire, l'entretien d'espaces naturels, la lutte contre le réchauffement climatique. Liste incomplète à laquelle il faut ajouter les révolutions que traverse le monde agricole. « Pas un métier n'a évolué aussi vite en quarante ans », remarque Christian Bardin, vice-président du Grand Parc, un espace naturel de détente et de baignade aux portes de Lyon, qui compte 17 exploitants agricoles, dont deux en conversion bio.

### Urbanisation galopante

L'un d'eux, Guillaume Plantier, a repris la ferme de son père et grand-père, près de 200 hectares de céréales et de fourrage de part et d'autre d'une autoroute. Il a le sentiment que « l'agriculteur n'est pas le bienvenu près des villes. Les gens balancent leurs tontes de gazon dans les champs, leurs vieilles machines à laver, se garent devant les chemins d'accès. Aujourd'hui, nous n'avons pas les avantages de la proximité avec la ville. Nous cherchons un équilibre qui nous permette de conserver nos surfaces sans trop nous endetter. » Il vient de se lancer dans le lombricompostage du fumier d'un centre équestre voisin, envisage, avec sa compagne, de diversifier ses cultures, faire de la vente directe, fournir les constructeurs de maisons en paille.

Pour Hervé Garin, céréalier à Feyzin et membre de la chambre d'agriculture du Rhône, la proximité de la ville est même « pesante ». A l'horizon, le périphérique et les tours des Minguettes. « Il y avait soixante exploitations avant, il n'y en a plus qu'une. Nous vivons parmi des centaines de milliers de gens mais personne qui saurait donner un coup de main. On ne peut pas s'entraider, échanger du matériel. A la campagne, il y a toujours un voisin qui passe ». Hervé Garin a pensé un temps tout lâcher, s'installer loin de la ville. Il ne l'a pas fait. Il aurait eu le sentiment de « trahir ».

Chaque jour en France, 35 hectares de terres agricoles sont urbanisées. Souvent les meilleures : accessibles, plates, depuis longtemps cultivées justement pour nourrir les villes... Pour de bonnes ou mauvaises raisons, elles sont englouties par des lotissements, des projets de ZAC, des parkings, des prisons, des ronds-points, des crèches ou des logements sociaux. « A population égale, la France consomme quatre fois plus d'espace que l'Allemagne », remarque Serge Bonnefoy, responsable du réseau Terres en villes, créée en 2000, qui mobilise aujourd'hui 23 métropoles françaises sur les questions d'agriculture périurbaine. Jean-Luc Morel, maraîcher à Chassieu, voit « la ville grignoter peu à peu. On se retrouve à labourer au milieu des villas. On

perd chaque année des parcelles ». Son exploitation est menacée par la construction de la déserte du futur Grand Stade de l'OL, qui passerait sur ses tunnels. « Soit la moitié de mon outil de travail. Le plein champ paye les factures, les tunnels sont mon gagne-pain ». Il n'imagine pas la "galère" s'il devait déplacer ses cultures plus loin. Déjà la distance entre ses deux terrains, 10 km, et les difficultés de circulation, lui imposent d'avoir tracteurs et matériel en double.

### Quelles solutions ?

Parfois, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui contribuent à l'extension des villes. Les revenus agricoles sont faibles, les retraites encore plus. Les terres sont un bas de laine. « Si je le pouvais, je vendrais demain une surface qui est près d'un centre commercial. Je pourrais avoir trois ans de trésorerie devant moi, moins de pression et mieux faire mon travail », explique l'un d'eux. La disponibilité des terres, cruciale pour l'agriculture, l'est encore plus face à la pression du béton et de l'asphalte. Paradoxe : alors que les paysans n'arrivent ni à acheter, ni à louer des terres, des vergers sont abandonnés, les prés s'enrichissent aux portes des villes. « Les propriétaires ne veulent pas se ligoter avec un bail rural : le jour où leurs terrains deviennent constructibles, c'est le loto sans avoir besoin d'y jouer », résume Hervé Garin. L'équation est simple : un mètre carré de champ vaut 50 centimes, le même, constructible, entre 100 et 200 euros. Ce qui vaut le coup d'attendre... « La spéculation est souvent plus forte que les bonnes volontés », regrette Sjoerd Wartena, président-fondateur de l'association Terre de liens, qui acquiert et transmet des fermes sous forme collective.

Outre les documents d'urbanisme (SCOT, PLU), des dispositifs existent aujourd'hui, qui permettent aux collectivités de pérenniser les terres cultivables : zones agricoles protégées (ZAP), créées en 1999, périmètres naturels et agricoles périurbains (Penap), depuis 2005. « Les agriculteurs ne sont pas les jardiniers de la nature. Ils ont besoin de 15 à 20 ans de visibilité au moins

## Redevenir acteur du territoire

**Peut-on relocaliser l'agriculture au plus proche des villes ?** Éléments de réponse avec **Bernard Pecqueur, géographe, spécialiste du développement local et professeur à l'université Joseph-Fourier (Grenoble).**

### Comment analysez-vous l'évolution des rapports entre le monde urbain et agricole ?

*Nous assistons aujourd'hui à un retournement complet des relations entre les villes et les campagnes, entre les producteurs et les consommateurs. Notre agriculture, la plus moderne du monde, a été victime de son succès. Des sociétés entières, agricoles et rurales ont disparu. On ne sait plus d'où vient ce que nous mangeons, les agriculteurs ne savent plus ce que deviennent leurs productions. Or le rapport à la nourriture est un marqueur de notre société. Le droit à l'alimentation ne peut pas être laissé aux marchés internationaux. La relocalisation ne se pose pas seulement en termes de transport, dont le coût va inévitablement augmenter. L'enjeu est plus profond : c'est celui de notre reconexion avec la terre et de l'auto-suffisance alimentaire.*

### Un exemple ?

*Ce qui se passe à Détroit est incroyable. Avec la crise, cette ville, siège de General Motors, a perdu les deux tiers de sa population. Dans ce symbole du capitalisme triomphant, on fait aujourd'hui pousser des choux-fleurs et des carottes sur d'anciennes friches industrielles. Quelle image du futur ! 40 % de l'alimentation est assurée sur place. On n'avait jamais cru, jusqu'à présent, qu'une terre bétonnée pourrait redevenir agricole.*

### Qu'observez-vous en France ?

*Les campagnes ne sont plus considérées comme les réserves foncières des villes. Le discours productiviste officiel a changé, les labels se multiplient et il devient rentable de faire de la qualité. De leur côté, les agriculteurs diversifient leur activité. Ils passent de la filière au territoire, dont ils redeviennent les acteurs. Mais tout cela prend du temps. On ne fait pas tourner un paquebot sur un claquement de doigts.*



S. AUDRAGREA

Les tracteurs quittent parfois leur terrain de prédilection pour emprunter les voies rapides des banlieues !

pour assurer leur activité économique », estime Bernard Giraudy, ancien maire de Vernouillet, petite ville des Yvelines située à trente kilomètres de la Défense. Il a été à l'initiative de l'une des très rares ZAP de France. Sur 110 hectares tombés en friche, 80 ont été remis en culture. Le prix du foncier a diminué de moitié. « Je suis catégorique, affirme-t-il, si l'agriculture périurbaine régresse, ce n'est pas par manque d'outils, mais par manque de volonté ».

L'agglomération lyonnaise a choisi la voie du Penap. Véronique Hartmann, chargée de mission au Grand Lyon, explique : « Ce périmètre fixe les limites maximales de la ville. En s'imposant ce carcan, nous faisons le pari que les petits propriétaires vont débloquent des terres à la culture au lieu d'attendre qu'elles deviennent constructibles. Le regard s'est inversé : ces espaces ne sont plus considérés comme hors de la ville mais partie prenante de la dynamique urbaine ».

Partout, les projets émergent : soutien aux circuits courts et développement du pâturage dans un marais qui protège la ressource en eau du Grand Besançon, chiffrage du potentiel d'espaces cultivables dans Rennes Métropole (parcs

publics, toits plats !) avec l'objectif de couvrir plus d'un tiers des besoins en légumes. Mais aussi des projets de réinstallation à terme de cinq à dix maraîchers à Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise, de vente des produits de la région sous une marque commune, d'ouverture de lieux de vente collectifs, de création de filières locales pour la grande distribution et la restauration scolaire, etc. « Il n'y a pas que la production. La ville doit s'emparer largement des enjeux de transformation, de distribution », estime Serge Bonnefoy. « La question agricole est redevenue une question de société. L'agriculture périurbaine est la table de ping-pong entre la ville et la ruralité, où cette question se joue ».

*Sandrine Boucher, membre des JNE (journalistes écrivains pour la nature et l'écologie)*

## EN SAVOIR PLUS

► *La Revue durable*, août-octobre 2011, dossier de 40 pages sur l'agriculture "dans et autour des villes", [www.larevuedurable.com](http://www.larevuedurable.com)